

La PPE3 : un programme déconnecté de la réalité qui va à l'encontre de la souveraineté énergétique de la France

Le gouvernement a publié par décret la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3) dans la continuité du « *en même temps* » qui a plongé la France depuis près de 10 ans dans la décroissance économique et le déclassement par rapport à nos voisins européens, en se pliant aux injonctions d'une Union européenne menée par l'Allemagne et les lobbies éoliens et photovoltaïques.

« *La PPE3 publiée le 13 février 2026 par le gouvernement révèle que la politique politique a pris le pas sur des orientations raisonnées et de long terme, une exigence pourtant incontournable pour un enjeu aussi structurant que l'énergie pour toute Nation* ».

Nicolas Bour, porte-parole du Réseau Énergie Terre & Mer

Une prévision de consommation contredite par les faits

Allant à l'encontre de RTE qui s'engage depuis juillet 2025 sur le chemin de la raison avec la révision en cours des Futurs énergétiques 2050, le gouvernement piétine les travaux de centaines de citoyens et d'experts.

Alors que notre consommation électrique baisse depuis 15 ans pour enfin se stabiliser autour de 450 TWh, RTE ciblait 450 à 510 TWh pour 2030 ; et 505 à 580 TWh pour 2035, le gouvernement propose dans la PPE3 une production de 585 TWh en 2030 et de 650 à 693 TWh¹ en 2035 dans son rêve éveillé d'électrification des usages. De son côté le coût complet a été multiplié par 3 en 15 ans avec l'adjonction des énergies électriques intermittentes.

L'éolien et le solaire vont faire perdre 10 Mds€ par an aux Français et 10 Mds€ par an à EDF

Depuis 2012 le développement de l'éolien et du solaire ont conduit à l'effacement de plus de 30 TWh de production nucléaire et ce serait 50 ou 70 TWh dans les années à venir si le programme éolien et solaire proposé dans la PPE3 se matérialisait, correspondant à la consommation électrique de 14 millions de français.

Depuis 2023 la surproduction électrique de 100 TWh liée au développement de l'éolien et du solaire a fait baisser les prix spot et brader notre énergie autour de 50 €/MWh alors que le prix spot de nos voisins est de plus de 100€/MWh. S'ajoutant au coût de la surmodulation des réacteurs nucléaires c'est pour EDF une perte nette de 10Mds€/an... soit 100 Mds sur 10 ans, plus que le coût des 6 premiers EPR2, nécessaires pour renouveler les réacteurs existants.

Les indemnisations des promoteurs pour stopper leur production quand les prix deviennent bas ou négatifs (pas de consommation) sont d'environ 10 Mds€/an suivant les prévisions de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Les Français sont prêts à payer 7 Mds€ pour l'effort de défense, mais surement pas à gaspiller 20 Mds€/an pour une charge inutile qui fragilise durablement le système électrique français construit depuis des décennies sur l'hydraulique et le nucléaire.

Le sacrifice inutile d'une énergie disponible et prévisible

Dépenser 20 Mds€/an pour une illusion énergétique et sacrifier notre base énergétique construite en 1970 par le plan MESSMER est effectivement une folie politique et un danger industriel pour la France.

Comme l'a rappelé Nicolas de WARREN (UNIDEN/ARKEMA) le 12 février 2026 lors de la présentation de la PPE3 à Vouglans devant le Premier Ministre, les industriels se sont appuyés depuis des décennies sur l'hydraulique et le nucléaire et ont besoin d'une « *énergie disponible et prévisible* » et donc ne dépendant pas de la météo.

Le Réseau Energies Terre&Mer (RETM) invite les citoyens, les industriels et les élus à se mobiliser pour dénoncer cette manœuvre électorale et construire dans les territoires des solutions fondées sur les faits et non sur des slogans.

En 2026 il faut prendre ses responsabilités et dire clairement quand certains programmes sont déconnectés de la réalité. Les grands choix démocratiques ne pourront se faire que sur des bases solides et crédibles. La France a besoin de cap, de constance, et de courage.

C'est une exigence démocratique et on ne rend pas service au pays en entretenant des illusions ou en promettant l'impossible.

Contact presse : Réseau Énergie Terre & Mer — retrm@retrm.fr www.retrm.fr

¹ Retirer 9% pour les pertes de transport et de transformation pour avoir la consommation disponible